

Nouveaux Statuts du Réseau des GASAP

L'ASBL modifie sa dénomination. L'ancienne dénomination était: « Réseau des Groupes d'Achat Solidaires de l'Agriculture Paysanne », en abrégé: « Réseau des GASAP ». La nouvelle dénomination est désormais: "Réseau des Groupes d'Achats Solidaires de l'Agriculture Paysanne", en abrégé: « Réseau des GASAP ».

Titre I - Dénomination, siège, durée

Art. 1. L'association sans but lucratif adopte la dénomination suivante : « Réseau des Groupes d'Achats Solidaires de l'Agriculture Paysanne », en abrégé : « Réseau des GASAP ».

Art. 2. Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande, sites internet et autres documents, sous forme électronique ou non, émanant de l'ASBL mentionnent sa dénomination complète ou abrégée, sa forme légale, son siège social, son numéro d'entreprise, l'abréviation « RPM » suivie de l'indication du tribunal compétent, son site internet, son compte bancaire, et, le cas échéant, l'indication que l'ASBL est en liquidation. Toute personne qui intervient pour l'association dans un document où l'une de ces mentions ne figure pas, peut être déclarée personnellement responsable des engagements qui y sont pris.

Art. 3. Le siège social de l'ASBL est sis en Région de Bruxelles-Capitale. L'organe d'administration a le pouvoir de déplacer le siège de l'ASBL en Belgique, pour autant que pareil déplacement n'impose pas la modification de la langue des statuts en vertu de la réglementation linguistique applicable. En cas de transfert du siège vers une autre Région, l'organe d'administration a le pouvoir de modifier les statuts.

Art. 4. Son site internet est www.gasap.be
L'organe d'administration peut modifier l'adresse du site internet. La modification est communiquée aux membres.

Art. 5. L'association est constituée pour une durée indéterminée.

Titre II - But désintéressé poursuivi et activités constituant l'objet

Art. 6. L'association a pour but de fédérer et de soutenir les groupes de citoyen·ne·s appelés groupes d'achats solidaires de l'agriculture paysanne (GASAP) et les producteur·rice·s partenaires, afin d'œuvrer au maintien de l'agriculture paysanne, dans le respect de la charte du réseau des GASAP.

Art. 7. En vue d'atteindre ce but, l'association mettra notamment en œuvre les activités suivantes :

- Organisation de rencontres, d'espaces d'échanges et d'événements permettant de favoriser les liens et l'entraide entre les GASAP, au sein des

GASAP, entre les GASAP et leur·s producteur·rice·s et entre les producteur·rice·s partenaires ;

- Accompagnement et aide à la création de nouveaux GASAP ;
- Évaluation du respect des principes de la charte par les GASAP et par les producteur·rice·s et transformateur·rice·s ;
- Animation d'espaces de réflexion et d'information pour les membres des GASAP (actuels et futurs), concernant l'agriculture paysanne et les enjeux des circuits courts ;
- Promotion et diffusion des principes et des convictions qui animent les GASAP ;
- Participation au débat public autour de la production agricole, du modèle GASAP et de la consommation alimentaire d'aujourd'hui et de demain ;
- Développement de liens forts avec des associations partenaires dans les domaines agricole, environnemental, logistique et social.

Art. 8. Les activités économiques sont accessoires.

Titre III – Membres

Art. 9. L'association est composée de membres effectifs uniquement. L'association compte au minimum cinq membres.

Art. 10. Les membres sont des personnes physiques ou personnes morales qui sont réparties en deux catégories :

La première catégorie, appelée "les mangeur·euse·s" :

Ce sont des personnes physiques qui fournissent un document les désignant comme porte-parole de leur GASAP et attestant de l'adhésion du GASAP à la charte et aux présents statuts. Chaque mangeur·euse est porte-parole d'un GASAP différent.

La seconde catégorie, appelée "les producteur·rice·s" :

Ce sont des personnes morales dont l'objet social est en rapport avec la production alimentaire durable, ou des personnes physiques. Elles fournissent en produits alimentaires au moins un GASAP, et/ou ont développé des liens forts avec les GASAP. Elles attestent de leur adhésion à la charte et aux présents statuts. Devient membre la personne présentée par l'organe d'administration à l'assemblée générale, et admise en cette qualité par une décision de ladite assemblée générale.

Art. 11. L'organe d'administration tient au siège de l'association un registre des membres. Ce registre reprend les nom, prénom et domicile des membres, ou, lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la forme légale et l'adresse du siège. Un membre peut élire domicile au lieu où il poursuit son activité professionnelle. L'organe d'administration inscrit toutes les décisions d'admission, de démission ou d'exclusion des membres dans ce registre endéans les huit jours de la connaissance qu'il a eue de la décision. L'organe d'administration peut décider que le registre sera tenu sous la forme électronique.

Art. 12. Lorsqu'un membre est une personne morale, celle-ci désigne la personne physique chargée de la représenter.

Art. 13. Chaque membre communique une adresse électronique à l'ASBL aux fins de communiquer avec elle. Toute communication à cette adresse électronique est réputée être intervenue valablement. L'ASBL peut utiliser cette adresse jusqu'à ce que le membre concerné communique une autre adresse électronique.

Art. 14. Tous les membres peuvent consulter au siège de l'association le registre des membres. À cette fin, ils adressent une demande écrite à l'organe d'administration, avec lequel ils conviennent d'une date et d'une heure de consultation du registre. Ce registre ne peut être déplacé.

Art. 15. Le montant maximum des cotisations ou des versements à effectuer par les membres est de 10000 euros par an. L'assemblée générale décide, dans cette limite, des montants de l'adhésion et de la cotisation, de leur déclinaison selon tout critère qu'elle définit, de modalités de dispenses ou de prix libre, de la périodicité et des échéances.

Art. 16. Tout membre de l'association est libre de se retirer à tout moment de celle-ci en adressant sa démission par courrier électronique à l'organe d'administration.

Art. 17. La qualité de membre se perd automatiquement en cas de décès ou, s'il s'agit d'une personne morale, dissolution, scission, fusion ou nullité.

Art. 18. Un membre qui n'est ni présent, ni représenté à deux assemblées générales consécutives, ou qui ne paie pas les cotisations peut être réputé démissionnaire par une décision de l'assemblée générale.

Art. 19. L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par l'assemblée générale. La proposition d'exclusion doit être indiquée dans la convocation. Le membre doit être entendu. Au moins deux tiers des membres doivent être présents ou représentés à l'assemblée. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une seconde convocation sera nécessaire, et la nouvelle assemblée délibérera et statuera valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. La seconde assemblée ne peut être tenue dans les quinze jours après la première assemblée.

Art. 20. L'organe d'administration peut suspendre, jusqu'à décision de l'assemblée générale, les membres qui se seraient rendus coupables d'infraction grave aux présents statuts, ou dont les activités menées au nom de l'association seraient contraires à son but, ou un membre qui ne paie pas les cotisations.

Art. 21. Ni le membre suspendu, ni celui · celle qui perd sa qualité de membre par démission, par exclusion ou automatiquement, ni leurs ayants droit ne peuvent prétendre aux avoirs de l'association ou au remboursement des cotisations versées. Seul le refus de l'adhésion d'un nouveau membre donne droit, le cas échéant, au remboursement de ladite adhésion.

Art. 22. Les membres n'ont un droit de reprise de leur apport que si une convention stipulant les modalités de la reprise de cet apport a été signée entre l'organe d'administration et le membre.

Titre IV – Assemblée générale

Art. 23. L'assemblée générale est composée des membres de l'association. Elle est l'organe souverain de l'association et possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi et les présents statuts.

Art. 24. L'assemblée générale est présidée par un·e facilitateur·rice qu'elle nomme parmi les membres ou administrateur·rice·s présent·e·s. Un·e secrétaire notamment chargé·e de rédiger le procès-verbal de la réunion est nommé·e parmi les autres participant·e·s. D'autres nominations peuvent compléter ce bureau de l'assemblée générale, tels un·e ou plusieurs scrutateur·rice·s.

Art. 25. Une décision de l'assemblée générale est exigée pour :

- la modification des présents statuts ;
- la nomination et la révocation des administrateur·rice·s ;
- la décharge à octroyer aux administrateur·rice·s, ainsi que, le cas échéant, l'introduction d'une action de l'association contre les administrateur·rice·s ;
- l'approbation des comptes annuels et du budget ;
- la dissolution de l'association ;
- l'exclusion d'un membre ;
- la transformation de l'ASBL en AISBL, en SCES agréée ou en SC agréée comme ES ;
- effectuer ou accepter l'apport à titre gratuit d'une universalité ;
- tous les autres cas où la loi ou les présents statuts l'exigent.

Art. 26. L'organe d'administration convoque l'assemblée générale chaque fois qu'il l'estime nécessaire et dans les cas prévus par la loi ou les présents statuts. Lorsque au moins un cinquième des membres en fait la demande, l'organe d'administration convoque l'assemblée générale dans les vingt et un jours de la demande de convocation, et l'assemblée générale se tient au plus tard le quarantième jour suivant cette demande. L'organe d'administration convoque une assemblée générale annuelle dans les six premiers mois de l'année civile.

Art. 27. La convocation peut prévoir des conditions à la participation à l'assemblée générale, y compris une procédure d'inscription, dûment justifiées dans la convocation et le procès-verbal, précisant le contexte et leur proportionnalité.

Art. 28. Tous les membres, administrateur·rice·s et délégué·e·s à la gestion journalière sont convoqué·e·s par courrier électronique à l'assemblée générale au moins quinze jours avant celle-ci. La convocation contient l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de la réunion, ainsi que l'accès aux documents qui doivent être transmis à l'assemblée générale en vertu de la loi, sous forme de lien ou en pièce jointe. Toute proposition signée par au moins un vingtième des membres et parvenue à l'organe d'administration au moins huit jours avant l'assemblée générale est portée à l'ordre du jour.

Art. 29. Toute personne qui n'est pas convoquée de plein droit à l'assemblée générale peut y être invitée, soit de manière visible dans le courrier

électronique de convocation, soit par une décision de ladite assemblée générale. Un cinquième des membres présents peuvent à tout moment exiger qu'une personne invitée soit écartée de l'assemblée générale, de façon temporaire ou pour le restant de la séance.

Art. 30. Les membres peuvent, à l'unanimité et par écrit, prendre toutes les décisions qui relèvent des pouvoirs de l'assemblée générale, à l'exception de la modification des statuts. Dans ce cas, les formalités de convocation ne doivent pas être accomplies. Les administrateur·rice·s peuvent, à leur demande, prendre connaissance de ces décisions.

Art. 31. Les membres peuvent se faire représenter à l'assemblée générale par un autre membre. Les membres peuvent se faire représenter par une personne qui n'est pas un membre à la condition que le · la mandataire soit lui·elle-même membre d'un GASAP ou un·e producteur·rice. Le · la mandataire devra produire à l'assemblée générale une procuration par écrit. La procuration originale, la copie ou la capture d'écran sera annexée au procès-verbal. La convocation peut proposer un ou plusieurs moyens de donner procuration (modèle-type, formulaire web...) sans toutefois limiter le droit de tout membre de se faire représenter à l'assemblée générale. En l'absence de consignes ou indications du · de la mandant·e, le · la mandataire est tenu·e de prendre au nom du · de la mandant·e la position qu'il estime la plus adéquate et au mieux des intérêts du · de la mandant·e. Nul ne peut être porteur de plus de trois procurations.

Art. 32. Les procurations en blanc (sans mandataire désigné) parvenues au plus tard la veille de l'assemblée générale à l'adresse électronique de l'association seront proposées aux membres présents dans l'ordre d'arrivée de ces procurations et des membres. Les éventuelles procurations restantes pourront être proposées aux autres participant·e·s.

Art. 33. L'organe d'administration peut prévoir la possibilité pour les membres de participer à distance à l'assemblée générale grâce à un moyen de communication électronique mis à disposition par l'ASBL. Pour ce qui concerne le respect des conditions de quorum et de majorité, les membres qui participent de cette manière à l'assemblée générale sont réputés présents à l'endroit où se tient l'assemblée générale. Les conditions pour la tenue d'une assemblée générale par voie électronique sont les suivantes :

- l'ASBL doit être en mesure de contrôler, par le moyen de communication électronique utilisé, la qualité et l'identité du membre.
- Le moyen de communication électronique doit au moins permettre aux membres de prendre connaissance, de manière directe, simultanée et continue, des discussions au sein de l'assemblée et d'exercer leur droit de vote sur tous les points sur lesquels l'assemblée est appelée à se prononcer. Le moyen de communication électronique doit en outre permettre aux membres de participer aux délibérations et de poser des questions, à moins que l'organe d'administration ne motive dans la convocation à l'assemblée générale la raison pour laquelle l'ASBL ne dispose pas d'un tel moyen de communication électronique.
- La convocation à l'assemblée générale contient une description claire et précise des procédures relatives à la participation à distance. Ces procédures

sont rendues accessibles sur le site internet de l'association à ceux qui ont le droit de participer à l'assemblée générale.

- Le procès-verbal de l'assemblée générale mentionne les éventuels problèmes et incidents techniques qui ont empêché ou perturbé la participation par voie électronique à l'assemblée générale ou au vote.
- Le bureau de l'assemblée générale est constitué de personnes participant en présentiel uniquement.

Art. 34. Les membres sont autorisés à voter à distance avant l'assemblée générale sous forme électronique, selon les modalités suivantes :

- Le vote à distance s'effectue par l'envoi d'un bulletin de vote à l'adresse électronique de l'association. La convocation peut prévoir une procédure autre que l'envoi d'un courrier électronique.
- Seuls les bulletins de vote parvenus à l'association au plus tard la veille de l'assemblée générale sont pris en compte.
- Un vote qui n'est pas inconditionnel est nul.
- S'il parvient dans les formes et délais requis, un nouveau bulletin de vote annule le bulletin de vote qui précède.
- La qualité et l'identité du membre sont contrôlées au moyen de son adresse électronique reprise dans le registre des membres.
- Pour ce qui concerne le respect des conditions de quorum et de majorité, les membres qui participent de cette manière à l'assemblée générale sont réputés présents à l'endroit où se tient l'assemblée générale.
- En l'absence d'une procédure d'inscription conditionnant la participation à l'assemblée générale, le membre qui serait en définitive présent lors d'un vote peut demander à modifier son vote exprimé à distance.

Art. 35. Chaque membre a un droit de vote égal à l'assemblée générale.

Art. 36. Les administrateur·rice·s répondent aux questions qui leur sont posées par les membres, oralement ou par écrit, avant ou pendant l'assemblée générale, et qui sont en lien avec les points de l'ordre du jour. Ils peuvent, dans l'intérêt de l'association, refuser de répondre aux questions lorsque la communication de certaines données ou certains faits peut porter préjudice à l'association ou est contraire aux clauses de confidentialité contractées par l'association. Les administrateur·rice·s peuvent donner une réponse groupée à différentes questions portant sur le même sujet.

Art. 37. Lors de l'assemblée générale annuelle, l'organe d'administration expose la situation financière et l'exécution du budget. Après l'approbation des comptes annuels, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateur·rice·s. Cette décharge n'est valable que si les comptes annuels ne contiennent ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de l'association et, quant aux actes faits en dehors des présents statuts ou en contravention du Code des sociétés et des associations, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Art. 38. L'association favorisant la sociocratie comme mode de gouvernance, les décisions de l'assemblée générale sont prises par consentement : la résolution est réputée adoptée à l'unanimité quand personne n'a d'objection importante et raisonnable. Il est de la responsabilité de chacun·e d'agir de bonne foi et dans l'intérêt de l'association. En cas de blocage, soit la décision

est reportée à l'assemblée qui suit, avec création d'un cercle ayant pour mission de formuler une proposition conciliante, soit il est procédé au vote.

Art. 39. À défaut de dispositions contraires de la loi ou des présents statuts, l'assemblée générale ne peut prendre de résolution qu'autant que :

- celle-ci a été valablement convoquée ;
- au moins deux membres de chaque catégorie se trouvent réunis ;
- au moins la moitié des membres de chaque catégorie sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une seconde convocation sera nécessaire, et la nouvelle assemblée délibérera et statuera valablement quel que soit le nombre de membres de chaque catégorie présents ou représentés. La seconde assemblée ne peut être tenue dans les quinze jours après la première assemblée.
- la résolution est prise à la majorité des deux tiers des suffrages dans chaque catégorie de membres, sans qu'il soit tenu compte des abstentions au numérateur ni au dénominateur.

Art. 40. L'assemblée générale ne peut délibérer valablement sur des points qui ne figurent pas à l'ordre du jour, sauf si, par un vote à la majorité des quatre cinquièmes, il est décidé que l'urgence empêche de les reporter, et qu'il ne s'agit pas de la modification des présents statuts, de l'exclusion d'un membre, de la dissolution volontaire de l'ASBL ni de la transformation de l'ASBL en AISBL, en SCES agréée ou en SC agréée comme ES. Un éventuel point « divers » (ou équivalent) à l'ordre du jour ne recouvre que des communications dont la nature ne demande pas de vote.

Art. 41. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer et statuer sur les modifications statutaires que si les modifications proposées sont indiquées avec précision dans la convocation et si au moins deux tiers des membres sont présents ou représentés à l'assemblée. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une seconde convocation sera nécessaire, et la nouvelle assemblée délibérera et statuera valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. La seconde assemblée ne peut être tenue dans les quinze jours après la première assemblée. La modification qui porte sur l'objet ou le but désintéressé de l'association ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix exprimées.

Art. 42. Les résolutions de l'assemblée générale sont portées à la connaissance des membres de la manière suivante : les membres peuvent consulter au siège de l'ASBL les procès-verbaux et décisions de l'assemblée générale. À cette fin, ils adressent une demande écrite à l'organe d'administration avec lequel ils conviendront d'une date et heure de consultation des documents et pièces. Ceux-ci ne pourront être déplacés.

Art. 43. Les résolutions de l'assemblée générale sont portées à la connaissance des tiers de la manière suivante : suite à la demande écrite de tiers justifiant d'un intérêt légitime, l'organe d'administration peut délivrer des copies ou extraits de procès-verbaux et décisions de l'assemblée générale, lesquels sont signés par deux administrateur·rice·s.

Titre V - Organe d'administration

Chapitre 1° : Composition

Art. 44. L'association est administrée par un organe d'administration collégial qui compte au moins trois administrateur·rice·s, qui sont des personnes physiques.

Art. 45. Les administrateur·rice·s sont nommé·e·s pour une durée de deux ans par l'assemblée générale suite à leur candidature motivée. Leur mandat prend fin de plein droit en cas de révocation par l'assemblée générale, de décès ou d'interdiction. L'administrateur·rice· dont le mandat est expiré reste en fonction dans l'attente d'une décision de l'assemblée générale.

Art. 46. En cas de vacance de la place d'un·e administrateur·rice avant la fin de son mandat, les administrateur·rice·s restant·e·s peuvent coopter un·e nouvel·le administrateur·rice. La première assemblée générale qui suit doit confirmer le mandat de l'administrateur·rice coopté·e. S'il n'y a pas de confirmation, le mandat de l'administrateur·rice coopté·e prend fin à l'issue de l'assemblée générale, sans porter préjudice à la régularité de la composition de l'organe d'administration jusqu'à ce moment.

Art. 47. Les administrateur·rice·s communiquent au début de leur mandat une adresse électronique aux fins de communiquer avec l'ASBL. Toute communication à cette adresse électronique est réputée être intervenue valablement. L'ASBL peut utiliser cette adresse jusqu'à ce que l'administrateur·rice concerné·e communique une autre adresse électronique.

Art. 48. Un·e administrateur·rice est en charge des intérêts de l'association et non de ses intérêts personnels ou de ceux des institutions qu'il représente.

Chapitre 2° Pouvoirs et fonctionnement

Art. 49. L'organe d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de l'association, à l'exception de ceux que la loi et les présents statuts réservent à l'assemblée générale.

Art. 50. Lorsque l'organe d'administration est appelé à prendre une décision ou se prononcer sur une opération relevant de sa compétence à propos de laquelle un·e administrateur·rice a un intérêt direct ou indirect de nature patrimoniale ou morale qui est opposé à l'intérêt de l'association, cet·te administrateur·rice doit en informer les autres administrateur·rice·s avant que l'organe d'administration ne prenne une décision. Sa déclaration et ses explications sur la nature de cet intérêt opposé doivent figurer dans le procès-verbal de la réunion de l'organe d'administration qui doit prendre cette décision. Il n'est pas permis à l'organe d'administration de déléguer cette décision. L'administrateur·rice ayant un conflit d'intérêts ne peut prendre part aux délibérations de l'organe d'administration concernant ces décisions ou ces opérations, ni prendre part au vote sur ce point. Si la majorité des administrateur·rice·s présents ou représentés a un conflit d'intérêts, la décision ou l'opération est soumise à l'assemblée générale ; en cas d'approbation de la décision ou de l'opération par celle-ci, l'organe d'administration peut les exécuter.

Art. 51. Les décisions de l'organe d'administration peuvent être prises sans réunion, par décision unanime de tou-te-s les administrateur·rice·s, exprimée par écrit.

Art. 52. L'organe d'administration se réunit au moins six fois par an. Une réunion de l'organe d'administration est convoquée chaque fois qu'estimé nécessaire par un·e administrateur·rice, les convocations pouvant se faire par écrit ou verbalement.

Art. 53. L'association favorisant la sociocratie comme mode de gouvernance, les décisions de l'organe d'administration sont prises par consentement : la résolution est réputée adoptée à l'unanimité quand personne n'a d'objection importante et raisonnable. Il est de la responsabilité de chacun·e d'agir de bonne foi et dans l'intérêt de l'association. En cas de blocage, soit la décision est reportée à la réunion qui suit, avec création d'un cercle ayant pour mission de formuler une proposition conciliante, soit il est procédé au vote.

Art. 54. À défaut de dispositions contraires de la loi ou des présents statuts, l'organe d'administration ne peut prendre de résolution qu'autant que :

- au moins deux administrateur·rice·s se trouvent réunis ;
- au moins la moitié des administrateur·rice·s sont présents ou représentés ;
- la résolution est prise à la majorité des deux tiers des suffrages, sans qu'il soit tenu compte des abstentions au numérateur ni au dénominateur.

Art. 55. Un·e administrateur·rice peut se faire représenter par un·e autre administrateur·rice à une réunion de l'organe d'administration. Un·e administrateur·rice ne peut être porteur·euse que d'une procuration.

Art. 56. Le procès-verbal des réunions de l'organe d'administration est signé par le · la président·e de séance de la réunion qui approuve ledit procès-verbal et les administrateur·rice·s qui le souhaitent ; les copies à délivrer aux tiers sont signées par deux administrateur·rice·s.

Art. 57. L'organe d'administration peut édicter un règlement d'ordre intérieur. Pareil règlement d'ordre intérieur ne peut contenir de dispositions :

- contraires à des dispositions légales impératives ou aux présents statuts ;
- relatives aux matières pour lesquelles la loi exige une disposition statutaire.

Le règlement d'ordre intérieur et toute modification de celui-ci sont communiqués aux membres ou mis à la disposition sur le site internet de l'ASBL. Les statuts font référence à la dernière version approuvée du règlement interne. L'organe d'administration peut adapter cette référence dans les statuts et la publier.

Chapitre 3° : Gestion journalière

Art. 58. L'organe d'administration peut charger une ou plusieurs personnes, qui agissent séparément, de la gestion journalière de l'association, ainsi que de la représentation de l'association en ce qui concerne cette gestion. Iels sont valablement nommé·e·s ou révoqué·e·s par une décision ordinaire de l'organe d'administration. L'organe d'administration qui a désigné l'organe de gestion journalière est chargé de la surveillance de celui-ci. La gestion journalière de l'association comprend aussi bien les actes et les décisions qui n'excèdent pas

les besoins de la vie quotidienne de l'association que les actes et les décisions qui, soit en raison de l'intérêt mineur qu'ils représentent, soit en raison de leur caractère urgent, ne justifient pas l'intervention de l'organe d'administration.

Chapitre 4° : Représentation

Art. 59. L'organe d'administration représente l'association, en ce compris la représentation en justice.

Art. 60. L'association est valablement représentée par deux administrateur·rice·s agissant conjointement, sans autre justification vis-à-vis de tiers.

Art. 61. L'organe d'administration peut mandater un·e ou plusieurs administrateur·rice·s, agissant individuellement, pour représenter l'association dans les actes judiciaires et extrajudiciaires. Iels sont valablement nommé·e·s ou révoqué·e·s par une décision ordinaire de l'organe d'administration.

Chapitre 5° : Responsabilités

Art. 62. Les administrateur·rice·s, les personnes déléguées à la gestion journalière et les personnes habilitées à représenter l'association ne contractent aucune responsabilité personnelle relative aux engagements de l'association. Chacun·e est tenu·e à l'égard de l'association de la bonne exécution de la mission qui lui a été confiée.

Art. 63. Les administrateur·rice·s exercent leur pouvoir en collège et sont solidairement responsables des décisions et des manquements de ce collège. Iels répondent solidairement, tant envers l'association qu'envers les tiers, de tout dommage résultant d'infractions aux dispositions de la loi ou aux présents statuts.

Art. 64. Les administrateur·rice·s exercent leur mandat à titre gratuit. Les frais liés à l'exercice de leur mandat pourront être défrayés, soit sur la base des frais réels, soit forfaitairement.

Art. 65. Tout·e administrateur·rice peut présenter sa démission par écrit à l'organe d'administration. Sa démission prendra effet à la réunion de l'organe d'administration qui suit pour autant que le nombre d'administrateur·rice·s reste supérieur ou égal au nombre minimum requis par les présents statuts.

Art. 66. L'organe d'administration établit chaque année des comptes annuels. Les comptes annuels de l'association, ainsi que le budget de l'exercice social qui suit l'exercice social sur lequel portent ces comptes annuels, doivent être soumis pour approbation à l'assemblée générale dans les six mois de la date de clôture de l'exercice social.

Art. 67. Les membres peuvent consulter au siège de l'ASBL tous les procès-verbaux et décisions de l'organe d'administration ou des personnes, occupant ou non une fonction de direction, qui sont investies d'un mandat au sein ou pour le compte de l'association, de même que tous les documents comptables de l'association. A cette fin, ils adressent une demande écrite à l'organe

d'administration avec lequel ils conviendront d'une date et heure de consultation des documents et pièces. Ceux-ci ne pourront être déplacés.

Titre VI - Dissolution

Art. 68. L'ASBL peut à tout moment être dissoute par une décision de l'assemblée générale en vue de faire apport de l'intégralité de son patrimoine à une ou plusieurs autres ASBL ou AISBL, ou à une ou plusieurs fondations, universités ou personnes morales de droit public appelées à poursuivre son but désintéressé ou un but le plus proche possible de celui-ci. L'assemblée générale ne peut valablement dissoudre l'association que si la proposition de dissolution figure à l'ordre du jour et si au moins deux tiers des membres sont présents ou représentés à l'assemblée. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une seconde convocation sera nécessaire, et la nouvelle assemblée délibérera et statuera valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. La seconde assemblée ne peut être tenue dans les quinze jours après la première assemblée. La dissolution ne peut être décidée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix exprimées.